

Jean Tremblay, maire de Ville de Saguenay

Distingués invités, vous en êtes tous d'ailleurs, c'est un honneur pour moi aujourd'hui d'être présent ici pour participer à l'inauguration de cette réflexion qui, dans mon esprit, est parti sur un ton positif et bien préparé. Je suis certain que ça va nous apporter des éléments positifs sur le développement de notre ville.

Aujourd'hui, je vous fais la confiance de mon rêve. Nous sommes en 2025. Saguenay a grandi, elle a prospéré. Elle aura bientôt 25 ans. Tout comme son accouchement, les premières années de son existence furent couvertes d'embûches. Née d'une volonté politique d'un gouvernement dirigé par le Parti québécois, elle a passé bien près de connaître, dès ces premiers moments, son démembrement. C'est que le nouveau gouvernement, formé cette fois par les libéraux, lié par des promesses inconsidérées imposait une loi ouvrant la voie des référendums sur les défusions. Même si, après deux ans, la mise en commun des services et des ressources montrait déjà des avantages incontestables. Certains individus cherchant une valorisation demandaient aux citoyens de signer des registres pour déclencher un processus référendaire. La démocratie présente beaucoup d'avantages et ses vertus sont chantées depuis longtemps, mais parfois, elle coûte cher.

Ainsi, pour contenter un petit groupe qui cherche à reprendre la couronne de leur territoire démembré par la grande ville, auraient-ils fallu tenir à grand frais des référendums dans les limites des anciennes municipalités. Bien qu'encore fraîchement regroupés sous la même entité, les Saguenéens sollicités refusèrent de se plier aux caprices d'individus dont les objectifs s'opposaient aux visées de développement et de croissance qu'a connu Saguenay au cours des 23 dernières années. Mais, il aura fallu dépenser bien des énergies et des sommes considérables pour éviter l'irréparable après ces deux premières années tout d'abord, pour contrer la démagogie des adversaires de la fusion. Ainsi, avant même que ne soit connue la date d'ouverture des registres pour d'irrévocables

signatures, certains antifusionnistes se promenaient à travers la ville laissant croire aux citoyens que cette signature ne les engagerait à rien.

À l'aube de la célébration de mes 78 ans, après avoir eu quatre beaux mandats à la mairie de Ville de Saguenay, je me souviens de cette époque où, tout jeune maire de 56 ans, j'achevais mon second mandat. Il faut dire que le premier avait été beaucoup plus dur. Le premier, c'était mon premier à la tête de la grande Ville de Saguenay. La très large majorité de la population acceptait d'emblée l'union des sept municipalités. Bien plus, chez les jeunes, la question identitaire passait bien après les préoccupations quant aux possibilités d'emplois dans la région. On ne voulait surtout pas consacrer nos énergies à des débats improductifs.

Comme dans tous débats où l'émotion effleure la peau, certains en manque d'auditoire ne manquent jamais de jeter de l'huile sur le feu. Quelques semaines avant que le gouvernement n'annonce la date de l'ouverture officielle des registres, un économiste montréalais livrait aux armes des défusionnistes en prétendant que les fusions coûteraient dix fois plus cher. Même si ces savants calculs ne portaient que sur la ville de Montréal, ils furent bien sûr récupérés par les antifusionnistes qui cherchèrent à en faire leurs choux gras, pas pour longtemps heureusement. Des économistes tout aussi reconnus que le premier s'empressèrent de contredire ces propos et démontrèrent ce que nous savons tous aujourd'hui c'est-à-dire que jamais Saguenay ne serait parvenu à freiner l'exode de sa population et à prospérer sans l'union des forces de son vaste territoire.

Il faut se souvenir qu'à cette époque, toute fraîchement formée, Ville de Saguenay vivait des moments extrêmement difficiles sur le plan économique. Successivement et dans un court laps de temps, la nouvelle ville subissait la fermeture de la papeterie Abitibi-Consolidated dans l'arrondissement La Baie et celle des cuves du complexe Alcan dans le secteur Arvida. Ces mauvaises

nouvelles arrivaient tout juste durant la pénible bataille Canada/États-Unis sur le bois d'œuvre. Un conflit qui aurait fait perdre de nombreux emplois à la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean en même temps de relancer le débat sur la diversification de notre économie régionale. Par ailleurs, il faut se rappeler les principales contraintes que vivait Saguenay et tout le reste de la région en 2004 : la décroissance démographique, le taux de chômage élevé, une population vieillissante, le poids de la grande entreprise dans la structure économique, la centralisation de l'État.

Le défi semblait de taille. Mais nous possédions aussi des outils pour livrer bataille à cette récession. La présence de chercheurs, particulièrement dans le secteur de l'aluminium et du bois, une université, des institutions d'enseignement collégial, des services complets de santé, des services sociaux, des ports en eaux profondes, un aéroport. Tout comme la crise de 1929, cette pénible période fut à l'origine d'une prise de conscience collective nous amenant à redéfinir notre avenir économique. D'abord, il fallait mettre en place une vision commune du développement de Ville de Saguenay ce qui donna naissance à Promotion Saguenay qui regroupe encore aujourd'hui l'ensemble des acteurs économiques du territoire de Saguenay et qui a contribué d'une façon très significative au déroulement de cette rencontre. Cette prise de conscience valait aussi pour le CLD, les organismes comme la Pulperie et tous ces services où les administrateurs acceptèrent de revoir leur pratique de gestion au nom de l'unité de la grande ville.

Il fallait aussi élaborer un plan de développement pour les années à venir. Ce plan stratégique permettait de déterminer les axes de développement pour freiner la perspective évoquée de la fermeture à moyen terme de la région. Il aura fallu réaliser aussi l'union des cœurs et des esprits entre le Saguenay et le Lac-Saint-Jean. Les tiraillements politiques entre ces deux sous-régions nuisaient considérablement à l'avancement des dossiers et projetaient à l'extérieur de la région l'image d'une collectivité déchirée. Pour tout dire, cette

division faisait l'affaire des gouvernements supérieurs qui trouvaient la justification nécessaire pour refuser de s'impliquer dans le développement régional. Comme capital régional, Saguenay a joué un rôle de premier plan dans la diversification régionale et le développement harmonieux que nous connaissons depuis ce temps d'abord en parvenant à réunir à une même table dans l'harmonie tous les conseillers municipaux ainsi que tous les acteurs économiques de tous les coins de la région. D'autre part, Saguenay assumait le leadership régional auprès des gouvernements supérieurs afin de s'approprier un juste retour des retombées économiques reliées à l'exploitation des richesses naturelles. Mais aussi en veillant à la mise sur pied d'un fonds de développement pour soutenir les efforts de diversification de l'économie.

Parallèlement, Promotion Saguenay s'associait à des chercheurs de l'Université du Québec à Chicoutimi afin de trouver des solutions d'avenir pour soutenir le développement social et économique de notre ville. Mise sur pied par le professeur-chercheur Marc-Urbain Proulx, il vient de prendre sa retraite depuis peu à l'âge de 75 ans, un record à l'Université du Québec, c'était vraiment pour l'amour de ses dossiers, et Éric Gauthier qui est également encore à l'Université, Vision Saguenay 2025 consultait les organismes en place lors de rencontres visant à exploiter toutes les facettes de la vie économique et sociale du territoire. Ce branle-bas général pour la sauvegarde de notre vitalité économique provoquait une prise de conscience bénéfique qui allait nous mener vers le redressement et la prospérité.

Comme pour amorcer le mouvement, Saguenay, déjà fort bien positionner sur le plan touristique, apportait un nouvel outil avec l'avènement des bateaux de croisières. Ce projet s'inscrivait comme le symbole définissant les orientations futures de la municipalité de Saguenay. Non seulement cette ambitieuse réalisation rencontrait l'accord de l'ensemble des citoyens et de tous les gouvernements confondus, mais encore marquait-elle la véritable pierre d'assise de l'unité retrouvée dans la plus grande ville en superficie du Québec.

J'ai fait un rêve et dans ce rêve, les jeunes se penchaient sur l'histoire régionale pour découvrir que certains politiciens de l'époque s'étaient montrés visionnaires, combattifs pour garder cette région prospère et dynamique. Non seulement ont-ils pu abolir les barrières qui entretenaient les esprits de clochers entre les différentes municipalités mais ils y sont arrivés en préservant les droits de tous. Ils ont pu éviter le piège de l'inégalité des citoyens tendu par les dissidents de la fusion. Selon moi, il n'y a pas deux catégories de citoyens à Saguenay, qu'ils proviennent de Jonquière, Chicoutimi, La Baie, Laterrière, Shipshaw, Lac-Kénogami ou Canton-Tremblay tous les citoyens de Saguenay sont égaux quel que soit leur lieu de résidence, leur condition social, leurs valeurs, leurs ressources financières. Tout le monde à Saguenay est sur un pied d'égalité.

En cette année 2025, il faut saluer ces pionniers de la reprise économique. La tâche ne fut pas facile pour personne. Soulignons au passage les efforts constants de l'appareil administratif de Ville de Saguenay. Nos collaborateurs de premier plan, ces fonctionnaires souvent décriés n'ont pas hésité à mettre l'épaule à la roue comme mes conseillers de première heure qui passeront à l'histoire comme des pionniers de la grande ville unie qui avait su résister aux politiciens qui étaient repliés sur le passé.

Construire l'avenir ne se fait jamais sans difficultés. Au début, fragilisée par des disputes purement du domaine de la rhétorique, Saguenay consacrait beaucoup d'énergies à défendre les avantages de l'union municipale. Avec le temps, un esprit s'est installé à travers l'appareil municipal comme chez les citoyens. Si aujourd'hui, à la fin de ce premier quart de siècle, Saguenay est parvenu à freiner l'exode des jeunes en leur offrant une possibilité de carrière, elle le doit d'abord à l'écoute de ces citoyens fiers et dynamiques. Ils n'ont jamais voulu abandonner leur coin de pays malgré l'attrait des grandes villes.

Merci et bon colloque.